Elites judiciaires et culture

Les bibliothèques des magistrats du Conseil souverain d'Alsace au XVIII^e siècle

*Judicial elite and culture: the libraries of the magistrates of the Conseil
Souverain d'Alsace in the XVIIIth Century*

*Rechtliche Elite und Kultur: die Bibliotheken der Richter des elsässischen Conseil
Souverain im Achtzehn Jahrhundert*

Véronique Umbrecht

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/alsace/148>
DOI : 10.4000/alsace.148
ISSN : 2260-2941

Éditeur

Fédération des Sociétés d'Histoire et d'Archéologie d'Alsace

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010
Pagination : 141-153
ISSN : 0181-0448

Référence électronique

Véronique Umbrecht, « Elites judiciaires et culture », *Revue d'Alsace* [En ligne], 136 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/alsace/148> ; DOI : 10.4000/alsace.148

Elites judiciaires et culture

Les bibliothèques des magistrats du Conseil souverain d'Alsace au XVIII^e siècle

Les progrès de l'alphabétisation de la population au XVIII^e siècle ne favorisent pourtant pas l'accès au livre du plus grand nombre. Seuls les plus aisés peuvent en acheter. La possession d'une bibliothèque privée confère un prestige qui s'inscrit dans un ensemble plus vaste du paraître et de la distinction sociale. Et il en était de même pour les parlementaires et notamment les magistrats du Conseil souverain d'Alsace. La plupart des conseillers avait commencé leurs études au collège des Jésuites à Colmar pour les poursuivre à la Faculté de Droit de l'Université (protestante) de Strasbourg ; ou à partir de 1756, à l'Université jésuite de Pont-à-Mousson ¹.

Plongés dans un bain biculturel, les conseillers se doivent néanmoins de tenir leur rang à l'instar de leurs confrères du reste du royaume. Et un des signes ostentatoires de leur appartenance à cette élite judiciaire est la constitution de bibliothèques privées. Intégrées dans les inventaires après décès, ces dernières reflètent, par leur ampleur et leur contenu, l'évolution du livre imprimé au cours du XVIII^e siècle. Les sources étudiées réfèrent vingt quatre bibliothèques ². L'analyse de ces bibliothèques laisse apparaître des similitudes avec les parlementaires des autres provinces françaises.

1. BURCKARD (François), *Le Conseil souverain d'Alsace au XVIII^e siècle : représentant du roi et défenseur de la province*. Publications de la Société Savante d'Alsace, 1995, p. 134.

2. UMBRECHT (Véronique), *Entre Empire et royaume, les Messieurs du Conseil souverain et leurs demeures au XVIII^e siècle en Alsace*. Thèse de doctorat, Université Marc Bloch de Strasbourg, 2008. UMBRECHT (Véronique), Position de thèse : *Entre Empire et royaume, les Messieurs du Conseil souverain et leurs demeures au XVIII^e siècle en Alsace*. *Revue d'Alsace*, 2009, p. 461.

Leur contenu met en évidence une évolution dans le choix des langues et des genres des ouvrages. Les collections des conseillers affichent-elles un conservatisme ou bien révèlent-elles une ouverture aux préoccupations de leur temps ?

La seconde moitié du XVIII^e siècle marque l'avènement de la notion de bibliothèque publique. La création de sociétés de lecture à Colmar, comme la *Tabagie littéraire* dont un nombre important de conseillers fait partie, encourage les échanges littéraires autour d'une bibliothèque constituée et gérée par leurs membres.

Evolution des bibliothèques au cours du XVIII^e siècle

Les bibliothèques, espaces de lecture

« *Bibliothèque* : [...] selon le sens littéral de ce mot, signifie un lieu destiné pour y mettre des livres. Une bibliothèque est un lieu plus ou moins vaste, avec des tablettes ou des armoires où les livres sont rangés sous différentes classes [...] Outre ce premier sens littéral, on donne aussi le nom de bibliothèque à la collection même des livres [...] »³

La définition de l'*Encyclopédie* recouvre les deux acceptions du terme. Elle désigne à la fois la collection d'ouvrages et le lieu où ces derniers étaient conservés.

Les grandes familles françaises de la noblesse de robe ont érigé en tradition familiale la constitution de grandes bibliothèques. « Face à l'aristocratie de naissance, la grande bourgeoisie s'est cherché une légitimité : ne pouvant décemment la trouver dans l'argent qui lui avait permis d'acheter ses offices mais qui était, comme on disait, « sans honneur » et trop marqué socialement, elle la demande à la culture, source de son savoir et de sa compétence »⁴. La bibliothèque héritée des pères est devenue l'instrument de l'affirmation de la continuité de la lignée, de la transmission de valeurs culturelles face à une aristocratie de souche. Cette importance trouve sa marque dans l'architecture des demeures, hôtels urbains ou châteaux à la campagne qu'habitent les conseillers. Leurs hôtels se singularisent par l'attribution d'un espace spécifique dédié aux livres. Cette pièce s'insère tout naturellement dans la distribution des riches

3. *Encyclopédie ou Dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers : mis en ordre et publié par Diderot, quant à la partie mathématique, par d'Alembert, 1751*, Réédité par Pierre MOUCHON, 1966, article *Bibliothèque*, t. 2, p. 228.

4. VIARDOT (Jean), *Livres rares et pratiques bibliophiles*. In : *Histoire de l'édition française : le livre triomphant 1660-1830*. Sous la dir. de Roger CHARTIER et Henri-Jean MARTIN, 1990, p. 586.

demeures. Dans l'hôtel du conseiller de Boug, la bibliothèque est intégrée dans l'enfilade principale donnant sur le jardin (reconstitution du plan l'hôtel de Boug). L'architecte a donné à cette pièce une place et un rang identiques à celui des pièces de réception que sont la salle à manger et le cabinet de jour.

Hôtel de Boug, 21-23 rue Chauffour à Colmar, rez-de-chaussée (reconstitution).

Ce parti pris du maître d'ouvrage, particulièrement marqué pour l'hôtel de Boug, n'est toutefois pas systématisé⁵. La bibliothèque ne prend pas toujours cette place privilégiée et se cantonne généralement aux emplacements plus reculés, où le propriétaire peut s'isoler et se transformer

5. UMBRECHT (Véronique), *Un art de vivre français? Les Messieurs du Conseil souverain d'Alsace dans leurs demeures au XVIII^e siècle*, Société Savante d'Alsace, Strasbourg, 2010.

d'avantage en un cabinet de travail. Sa décoration et son mobilier n'en sont pas pour autant négligés. Les meubles de rangement s'intègrent dans les lambris de la pièce et sont chantournés en volutes rocaille ou en lignes néo-classiques. Faisant partie de l'immobilier, les inventaires après décès ne les mentionnent pas ; il n'en existe donc aucune description. En revanche, le mobilier courant y est recensé. À l'hôtel de Boug, l'inventaire fait état notamment d'un « [...] secrétaire avec son dessus en ébène, un bureau avec sa garniture, trois chaises de canne en vernis vert, deux banquettes de canne [...] »⁶. Cette description témoigne de l'usage qu'avait fait le propriétaire de cet endroit. Lieu de retraite ou de travail, la bibliothèque devient un espace d'intimité que le siècle des Lumières a magnifiée.

Les bibliothèques des conseillers

La présence des bibliothèques de conseillers nous est donnée par deux sources principales : les inventaires après décès et les procès verbaux de réquisition des biens des émigrés à la Révolution. Ces deux types d'archives doivent être maniés avec précaution. Le recensement fait par les notaires ne relève que les livres de valeur. Parfois, les mentions « des petits livres de toutes sortes et de peu de valeur » ou « plusieurs livres dépareillés »⁷ indiquent que l'inventaire était incomplet. Il ne fait donc pas mention des acquisitions de littérature nouvelle, illicite ou licencieuse ou encore publiée à l'étranger⁸. Cependant, l'inventaire après décès ne reflète pas uniquement le goût du défunt. Ce dernier avait pu hériter de la bibliothèque de son père, le plus souvent conseiller lui-même. Quatre de ces bibliothèques appartiennent aux pères des conseillers (Gordon de Badenoth, Larcher, Michelet et Scherrer) et étaient certainement le point de départ de collections qui ont grossi au fil du temps, notamment dans le domaine juridique. Enfin, certains inventaires nous mettent en présence d'ouvrages fort anciens, comme, en 1705, celui de la bibliothèque du conseiller François Favier ou celle léguée en 1761 par le père du conseiller Jacques Michel de Michelet, avocat au Conseil souverain d'Alsace qui possèdent chacune des ouvrages datant du XVI^e et du début du XVII^e siècles⁹.

6. ADHR, 1 Q 58, inventaire des biens de l'émigré de Boug du 28 juillet 1792.

7. Ces mentions se trouvent dans les inventaires après décès de François Joseph Curié, de Nicolas Alexandre Garnier, du père de Jacques Michel Michelet, de François Armand Casimir de Reinach.

8. Le Conseil souverain fit promulguer un arrêt de règlement du 23 février 1703 interdisant aux imprimeurs alsaciens de faire publier leurs ouvrages à l'étranger et donc sans contrôle de la censure locale.

9. Inventaire après décès de François Favier, ADHR, 4 E Colmar III, 14 du 1^{er} septembre 1705 ; inventaire après décès de Jacques Michelet, père de Jacques Michel, ADHR, 4 E Colmar III, 180 du 24 janvier 1761.

Tableau 1 : l'importance des bibliothèques des conseillers

	dates d'inventaire	nombre de titres
FAVIER François	1705	509
SCHERRER (inventaire du père)	1710	44
CURIE François Joseph	1713	29*
HUG Jean Thiébaud	1724	30
CORBERON Nicolas Augustin	1729	708
GUILLERMIN de CORNY André	1729	106
ROTTEMBOURG Conrad Alexandre	1735	156
LARCHER (inventaire du père)	1738	146
ZAIGUELIUS Jean Ulrich Thomas	1741	310
GORDON de BADENOTH (inventaire du père)	1750	115
KLINGLIN François Christophe Honoré	1755	43
MUNCK François Joseph Ignace	1755	79
MICHELET (inventaire du père)	1761	387*
GOLBERY Jean André	1769	184
GARNIER Nicolas Alexandre	1773	153*
FERIET Charles César	1776	154*
REINACH HIRTZBACH François Casimir Armand	1776	145*
DEMOUGE Melchior Ignace	1778	564
DUCOMTE André Siméon	1780	529
MULLER Joseph Antoine Xavier	1781	65
SALOMON J.B.S. (inventaire de sa veuve)	1786	64
BOUG Henri François Antoine	1792	312
SPON François Nicolas	1793	230
SCHAUENBOURG François Joseph	1816	180
Moyenne		230

* Les sommes indiquées par * sont largement sous-évaluées parce qu'elles ne tiennent pas compte des volumes dépareillés.

La possession d'une bibliothèque dépend de la fortune du propriétaire et de la progression de l'édition au XVIII^e siècle. Henri-Jean Martin a constaté que la courbe générale de la production imprimée croît régulièrement en France tout au long du siècle. Entre 1701 et 1770, elle a augmenté dans la proportion de 1 à 3, avec une accélération entre 1740 et 1750 et entre

1760 et 1775¹⁰. Cette effervescence éditoriale transparaît-elle dans les bibliothèques des conseillers? D'une manière générale, l'importance des collections est patente surtout dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, exception faite des bibliothèques de François Favier et de Nicolas Augustin de Corberon (tableau 1). Quatre bibliothèques de plus de 500 titres ont été constituées entre 1761 et 1780 (Michelet, Reinach Hirtzbach, Demougé, Ducomte) tandis que quatre sont composées de plus de 200 titres (Garnier, Feriet, Boug, Spon).

Le calcul de la moyenne nous permet d'établir que la bibliothèque du conseiller colmarien du XVIII^e siècle comptait 230 titres. Ce chiffre peut-il soutenir la comparaison avec celui des bibliothèques des élites françaises du XVIII^e siècle? Les parlementaires bretons possèdent en moyenne jusqu'à 500 ouvrages, volume global comparable avec les collections des magistrats bisontins. Malheureusement, ces études recensent le nombre total de volumes et ne permettent pas de faire une comparaison tout à fait probante avec les bibliothèques alsaciennes dont les inventaires indiquent souvent uniquement les titres.

En revanche, la moyenne des bibliothèques des parlementaires aixois s'établit à 380 titres environ, chiffre sensiblement équivalent à celui des Alsaciens.

En définitive, les conseillers ne dérogeaient pas à leur statut social. Se fondant dans la masse des parlementaires provinciaux, ils avaient constitué des bibliothèques semblables à leurs confrères, sans toutefois atteindre celles de la haute noblesse de robe parisienne.

Enfin, dans la province, les bibliothèques des conseillers dépassent en nombre de titres les collections de l'élite d'épée ou du clergé recensées jusqu'alors¹¹, mais ne peuvent rivaliser avec les grandes bibliothèques des bourgeois savants de Mulhouse ou des professeurs prestigieux de l'Université de Strasbourg.

La composition des bibliothèques

Les sources incomplètes des inventaires après décès ne permettent pas de cerner avec justesse la typologie des bibliothèques. Cependant, en étudiant la langue et le genre de ces ouvrages, il est possible de mettre en évidence des constantes et des variations.

10. MARTIN (Jean-Henri), Une croissance séculaire. In : *Histoire de l'édition française : le livre triomphant 1660-1830*, sous la dir. de Roger CHARTIER et Henri-Jean MARTIN, 1990, p. 119 et suivantes.

11. LIEBEAUX (Florence), Trois bibliothèques en Alsace au 18^e siècle, essai de typologie. *Chantiers historiques en Alsace*, 3, 2000 ; SCHRECK (Nicolas), *La République de Mulhouse et l'Europe des Lumières*, Strasbourg, 1993.

La langue des ouvrages

De par leur origine et leur office royal, les conseillers sont plongés dans un bain biculturel, où se pratiquent l'allemand et le français. Néanmoins, en examinant l'ensemble des inventaires, il s'avère que la proportion de livres en français domine largement avec 75 % des ouvrages dans la langue de Molière (tableau 2). Puis vient le latin, 20 % et enfin l'allemand avec 4 % des livres. Quant aux autres langues, elles se limitent essentiellement à l'italien ou au grec. Alors qu'il leur est demandé de maîtriser l'allemand dans le cadre professionnel, les bibliothèques des conseillers ne comportent que peu d'ouvrages écrits dans cette langue. Il est à noter que l'édition au XVIII^e siècle a fortement développé, dans un contexte de vulgarisation culturelle, la traduction de titres importants. Mais il reste des domaines très spécialisés qui ont maintenu la tradition de rédaction en langue savante. Et le latin est encore à cette époque la langue des érudits en Allemagne. C'est pourquoi, cette langue est largement présente dans les collections des conseillers. La fonction d'officier du roi leur demande de rendre la justice conformément au droit romain et il est donc logique de retrouver une part importante de leurs livres de droit en latin. En outre, défendant la religion catholique, apostolique et romaine, ils possèdent aussi beaucoup de titres religieux en latin.

Tableau 2 : la répartition des langues des titres par période :

	En français	En latin	En allemand
1700-1720	70 %	26 %	4 %
1720-1740	82 %	16 %	2 %
1740-1760	68 %	30 %	2 %
1760-1780	79 %	15 %	6 %
1780 et plus	73 %	23 %	4 %

Les genres

Pour l'analyse des bibliothèques par genres, nous avons repris le classement thématique utilisé par les libraires français du XVIII^e siècle dans leurs catalogues. Les cinq catégories – religion, droit, histoire, Belles-Lettres, sciences et arts – recouvrent des significations spécifiques.

Tableau 3 : la répartition des collections par genre :

		Religion	Droit	Histoire	Belles Lettres	Sciences et arts	Divers
1705	Favier	25 %	28 %	10 %	24 %	5 %	8 %
1710	Scherrer	14 %	40 %	23 %	14 %	0 %	9 %
1713	Curié	11 %	26 %	30 %	7 %	7 %	19 %
1723	Guillermin de Corny	21 %	9 %	22 %	31 %	3 %	14 %
1724	Hug	24 %	31 %	9 %	9 %	9 %	18 %
1729	Corberon	12 %	14 %	21 %	35 %	11 %	7 %
1735	Rottembourg	5 %	8 %	22 %	43 %	13 %	9 %
1738	Larcher	6 %	9 %	32 %	47 %	3 %	3 %
1741	Zaiguelius	36 %	21 %	9 %	12 %	8 %	14 %
1750	Gordon de Badenoth	18 %	2 %	20 %	15 %	36 %	9 %
1755	Klinglin	0 %	0 %	9 %	83 %	0 %	8 %
1755	Munck	10 %	51 %	4 %	8 %	1 %	26 %
1761	Michelet	12 %	48 %	12 %	17 %	1 %	10 %
1769	Golbéry	13 %	18 %	9 %	16 %	5 %	39 %
1773	Garnier	30 %	30 %	11 %	11 %	5 %	13 %
1776	Feriet	14 %	19 %	20 %	30 %	8 %	9 %
1776	Reinach Hirtzbach	17 %	8 %	30 %	28 %	9 %	8 %
1778	Demougé	16 %	15 %	20 %	33 %	8 %	8 %
1780	Ducomte	15 %	23 %	10 %	37 %	6 %	9 %
1781	Muller	22 %	48 %	11 %	9 %	5 %	5 %
1786	Salomon	76 %	5 %	3 %	3 %	11 %	2 %
1792	Boug	10 %	27 %	10 %	27 %	4 %	29 %
1793	Spon	9 %	33 %	13 %	11 %	11 %	23 %
1816	Schauenbourg	13 %	8 %	13 %	30 %	27 %	9 %
	Moyenne	18 %	22 %	16 %	24 %	8 %	13 %

D'emblée, nous constatons que le domaine de prédilection des conseillers est le droit (tableau 3). Rien de plus normal de retrouver ce type de livres dans leurs bibliothèques. La première tâche de ces magistrats à la création de la Cour souveraine en Alsace, a été de connaître le droit d'Empire, de le modifier en l'adaptant progressivement au droit romain. Ce dernier avait une réputation de complexité et c'est pourquoi, une abondante littérature a été éditée afin de tenter de rationaliser les diversités du droit d'Ancien Régime. La multiplication d'ouvrages d'ordre pratique comme les répertoires de jurisprudence ou les compilations des *Ordonnances royales* en témoignent.

Le domaine de la religion inclut les ouvrages de théologie, d'apologétique et de dévotion. Les œuvres qui relèvent de ce genre sont largement

présentes dans les bibliothèques des conseillers. Certes, on pourra soutenir qu'il s'agit des livres les plus anciens de la bibliothèque. Mais à les étudier plus en détail, certains titres font référence aux interrogations et querelles religieuses qui ont jalonné les XVII^e et XVIII^e siècles.

Le siècle des Lumières est friand d'histoire. Poursuivant la vulgarisation historique qui avait commencé au siècle précédent, les auteurs ont privilégié une écriture romanesque, moralisante et rarement érudite de l'histoire. Les *Histoire de France*, régulièrement rééditées, se concentrent sur les règnes des différents rois, marquant ainsi de leur empreinte l'orgueil de la nation. À ces grandes fresques s'ajoutent les histoires des provinces et des villes où l'histoire des personnages illustres avait valeur d'exemple.

Les Belles-Lettres, comme son nom l'indique, recouvrent les livres des grands genres littéraires : poésie, théâtre, romans, grammaires... Toutefois, deux genres vont devenir prépondérants : le théâtre et le roman. Reproduisant la tradition renaissante des textes d'inspiration gréco-romaine, le Grand Siècle a renforcé le succès du théâtre dramatique en le propulsant au sommet de la hiérarchie littéraire et lui a assuré une longévité qui ne se démentit pas au siècle suivant. Le roman occupe une place minime dans la nomenclature des Belles-Lettres au XVII^e siècle. Moins respectable, il est plus libre que le théâtre officiel, et c'est sans doute pourquoi il évolue avec plus d'aisance durant un XVIII^e siècle qui le transforme enfin en un genre majeur de la littérature¹².

Enfin, le dernier genre regroupe les sciences et les arts. Cette catégorie reproduit le mieux l'évolution de l'édition des Lumières. Les traités scientifiques, issus d'observations et d'écrits en langue vernaculaire, ont pris le pas à cette époque sur les traductions des textes de l'Antiquité. Les livres de vulgarisation ont orné les rayonnages des bibliothèques des profanes lettrés ; les sciences n'étaient plus uniquement réservées au monde des savants.

À l'analyse du tableau ci-dessus, nous pouvons constater que le genre de prédilection des conseillers tout au long du siècle demeure les Belles-Lettres puisque la moyenne regroupe 24 % des titres et que certaines collections comme celle du conseiller Klinglin, pouvaient atteindre près de la moitié des ouvrages. Le second domaine est représenté par le droit avec 22 % – chiffre somme toute élevé au regard de leur profession – suivi par la religion et l'histoire. Cependant, ces derniers résultats ne suivent pas la baisse sensible constatée en France au cours du XVIII^e siècle. Les sciences et les arts demeurent loin derrière avec seulement 8 %. Néanmoins, cette catégorie accuse une forte progression surtout dans la seconde moitié

12. KIRSOP (Wallace), Nouveautés : théâtre et roman. In : *Histoire de l'édition française : le livre triomphant 1660-1830*. Sous la dir. de Roger CHARTIER et Henri-Jean MARTIN, 1990, p. 276.

du siècle, période où la production éditoriale était plus prolifique dans ce domaine. Elle affiche des pourcentages importants dans les bibliothèques des conseillers Gordon, Salomon, Spon et Schauenbourg.

Les conseillers colmariens se démarquent-ils de leurs confrères parlementaires ? La première remarque concerne le caractère professionnel des bibliothèques des magistrats alsaciens. Seuls les parlementaires aixois peuvent rivaliser avec eux puisque leurs collections totalisent 35 % d'ouvrages juridiques contre 22 % chez les Alsaciens alors que les Bisontins et les Parisiens en possèdent respectivement 12 % et 18 %. Comment interpréter une telle disparité ? Il serait logique d'en déduire que le volume important de livres de droit chez les Alsaciens s'explique par la nouveauté de la charge – n'oublions pas que la Cour souveraine n'avait été créée que depuis la seconde moitié du XVII^e siècle – et la particularité biculturelle de la province. Néanmoins, pourquoi les Aixois possèdent-ils autant de titres juridiques ? Est-ce dû à un phénomène d'accumulation et d'héritage ?

Les autres domaines de la connaissance ne présentent pas plus de concordances. La religion souffre au XVIII^e siècle d'une désaffection progressive parmi les élites. Ce désaveu se sent très nettement chez les parlementaires bisontins avec 9 % de livres de religion contre 13 % chez les Provençaux et 12 % chez les Parisiens. Ce dernier chiffre tombe même à 6 % à la fin de l'Ancien Régime. En revanche, le pourcentage alsacien atteint 18 %. Défenseurs de la religion du roi, il était important pour les magistrats alsaciens d'imprimer, par tous les moyens, la suprématie du catholicisme en terre protestante et le livre religieux avait notamment vocation à cette fonction.

L'histoire recouvre également des différences importantes. Alors que les parlementaires parisiens et bisontins possèdent respectivement 31 % et 36 % de livres historiques, leurs confrères aixois et alsaciens se contentent de 16 %. Les Belles-Lettres sont logées à la même enseigne. Les magistrats franc-comtois et alsaciens tiennent le haut du panier avec 35 % et 24 % de titres tandis que les Aixois n'en ont que 18 %. Enfin, pour les sciences et les arts, domaine qui avait le plus évolué au cours du siècle, les Alsaciens se rapprochent des Bisontins et des Aixois avec 8 %, 6 % et 7 %. Cette catégorie monte à 15 % chez les Parisiens¹³. En définitive, les bibliothèques des magistrats du royaume reflètent des spécificités régionales bien perceptibles.

13. L'ensemble des chiffres est extrait de : CHARTIER (Roger), *Lectures et lecteurs dans la France d'Ancien Régime*, Seuil, 1987. Et de : MARION (Michel), *Bibliothèques moyennes du XVIII^e siècle*, in : *Histoire des bibliothèques françaises : les bibliothèques sous l'Ancien Régime 1530-1789*, sous la dir. de Claude JOLLY, Promodis, 1988, p. 252 et 253.

La bibliothèque de société savante

Une nouvelle pratique de lecture fait son apparition au milieu du siècle, la société de lecture. Selon l'affirmation de Roger Chartier et de Daniel Roche : « un livre lu n'est pas toujours un livre possédé »¹⁴, les conseillers ont participé à cette nouvelle forme du lire. À partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, ces sociétés sont initiées dans un esprit de partage d'une culture commune. Elles se dotent de bibliothèques, achètent des périodiques français et étrangers afin de les prêter à leurs membres et d'alimenter leurs échanges littéraires avec des correspondants. Fort de l'expérience de la *Société de lecture* créée par le poète colmarien Théophile Conrad Pfeffel en 1760, une seconde assemblée littéraire est fondée en 1785 à Colmar, la *Tabagie littéraire*. Contrairement à la société de Pfeffel qui n'acceptait que des membres protestants, la *Tabagie* ouvre ses portes aux deux confessions. Cependant, le brassage religieux ne laisse pas transparaître un brassage professionnel. Certes, les adhérents font partie de la bourgeoisie aisée de Colmar mais ce sont les hommes de loi attachés au Conseil souverain qui en représentent la majorité, soit le tiers des effectifs sur les quinze ans d'existence de la *Tabagie* (35 sur 92)¹⁵. Huit conseillers sont inscrits sur les listes. À ce chiffre, il faut y ajouter trois fils de conseillers¹⁶. La composition de la bibliothèque de la société de lecture reflète l'évolution de l'opinion de ces élites. La bibliothèque compte, à sa dissolution, plus de 1 100 volumes. Le catalogue, établi en 1787 par l'imprimeur du roi Jean Henri Decker, est divisé en quatre parties¹⁷. Les domaines de l'histoire et de la géographie contiennent 68 titres dont 8 en allemand ; l'histoire naturelle et la physique, 9 titres dont un en allemand ; les Belles-Lettres et les beaux arts, 64 titres dont 2 en anglais et 10 en allemand ; enfin la philosophie, les périodiques et « mêlés », 100 titres dont

14. CHARTIER (Roger), ROCHE (Daniel), Les pratiques urbaines de l'imprimé, in : *Histoire de l'édition française : le livre triomphant 1660-1830*, Sous la dir. de Roger CHARTIER et Henri-Jean MARTIN, 1990, p. 533.

15. Pour en savoir plus : SCHMITT (Jean-Marie), Bourgeoisie provinciale entre Lumières et fumées : recherches sur le recrutement de la Tabagie littéraire de Colmar (1785-1800), *Revue d'Alsace*, 1993, n° 119, p. 241-269 ; GUETH (Francis), De la « Tabagie littéraire » à la « Société populaire » : étude iconographique, *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Colmar*, 1990, p. 113-141 ; BRAEUNER (Gabriel), Le Conseil souverain d'Alsace et la vie intellectuelle à Colmar au XVIII^e siècle, *Annuaire de la Société d'Histoire et d'Archéologie de Colmar*, 1998, n° 43, p. 67-84.

16. Les huit conseillers étaient : Henri François de Boug, Louis François Français de Galins, Michel Jacques de Michelet, François Antoine Payen de Montmor, Etienne Ignace de Salomon, François Antoine Queffempe, François Nicolas de Spon, François Alexis de Zaiguelius. Les trois autres adhérents étaient les fils des conseillers François Joseph de Bourste, François de Bruges, Jean Ulrich Thomas de Zaiguelius.

17. BMC, Ms 701, Catalogue des livres qui se trouvent dans la bibliothèque de la Tabagie littéraire de Colmar, 1787, imprimé par Jean-Henri Decker, Imprimeur du Roi.

15 en allemand. La *Tabagie* est abonnée à plusieurs périodiques dont le *Mercur de France*, le *Journal de Paris*, le *Courrier de l'Europe* ou le *Journal d'histoire naturelle*. Cette nouvelle forme de diffusion des informations, plus synthétique et plus rapide, a connu un engouement en France surtout à partir des années 1760.

Conclusion : vers la bibliothèque publique

Privées ou associatives dans le cadre des sociétés de lecture, les bibliothèques alsaciennes sont représentatives de la culture de l'élite judiciaire du royaume au XVIII^e siècle. La faible présence d'ouvrages allemands chez les conseillers alsaciens peut surprendre dans ce contexte biculturel. Mais peut-on oublier que la littérature savante allemande est alors encore largement écrite en latin? Ce constat ne reflète que partiellement la réalité des échanges littéraires outre-Rhin. La Révolution va mettre un frein momentanément à cette effervescence culturelle. La *Tabagie* est dissoute le 4 Frimaire an II sur ordre du représentant en mission Hérault de Séchelles. Dans ce tourbillon révolutionnaire, les bibliothèques, universitaires, des établissements religieux ou des sociétés de lecture sont confisquées par le nouveau régime. Les bibliothèques privées des conseillers sont à leur tour confisquées comme le sont celles de tous les émigrés. Devant l'ampleur de ces collections, on nomme des commissions, chargées de les inventorier. L'objectif des autorités est de mettre à disposition du public cette masse d'ouvrages, et de rendre la culture enfin accessible au plus grand nombre. Ces saisies sont destinées à constituer les fonds des bibliothèques publiques, ouvertes dans les villes chefs-lieux de départements.

Résumé

Elite judiciaire et culture : les bibliothèques des magistrats du conseil souverain d'Alsace au XVIII^e siècle

Les magistrats du Conseil souverain d'Alsace ont marqué leur appartenance à l'élite parlementaire française en se constituant de grandes bibliothèques privées. Oscillant entre une bibliothèque professionnelle et de loisirs, ces collections attestent de la forte imprégnation du français et affichent une évolution dans le choix des thématiques. Au cours du XVIII^e siècle, s'amorce un changement dans les pratiques de lecture. L'émergence de sociétés de lecture à Colmar dénote les besoins d'échanges culturels de ces élites.

Zusammenfassung

Rechtliche Elite und Kultur: die Bibliotheken der Richter des elsässischen Conseil Souverain im Achtzehn Jahrhundert

Die Richter des elsässischen Conseil Souverain haben große private Bibliotheken im Achtzehn Jahrhundert aufgestellt. Zwischen einer beruflichen und kulturellen Bibliothek, fassen diese Sammlungen viele Bücher auf Französisch und zeigen eine Entwicklung in der Themaswahl. Im Laufe des Achtzehn Jahrhunderts, verändert sich die Praxis des Lesens und einige Lesungsgesellschaft erscheinen im Colmar. Das Bedürfnis des kulturellen Austauschs dieser Elite hat den Aufschwung dieser Gesellschaften beigetragen.

Summary

Judicial elite and culture: the libraries of the magistrates of the Conseil Souverain d'Alsace in the XVIIIth Century

The magistrates of the Conseil Souverain d'Alsace belong to the judicial elite of France: like that elite, they have also built up big private libraries. The libraries reflect the professional and leisure interests of the magistrates. They also do reflect the progress of the french language and the change in the subjects of the books collected. At the end of the XVIIIth century, a new form of library appears: the society library. The Revolution will create public libraries.